Contribution de la Commission nationale Santé/protection sociale PCF- Document du Congrès

« Ouvrir un nouvel âge de la Sécurité sociale » (cf « La France en commun »)

Nous avons coutume de dire que nous assistons depuis plus de trente ans à un processus combiné d'affaiblissement, de destructuration, d'étatisation, de privatisation de notre protection sociale, en particulier la Sécurité sociale du Conseil national de la Résistance.

En effet, toutes les mesures prises par le gouvernement de Hollande ont amplifié, généralisé les dispositifs de fiscalisation, d'une part, d'exonérations des cotisations patronales d'autre part (le CICE pérennisé, le Pacte de responsabilité, les PLFSS), et cela : au nom de la baisse des déficits publics ET de la compétitivité des entreprises (baisse du coût du travail).

Mais en parallèle, ou emboîtée- un peu comme les poupées russes- se met en place une logique insidieuse, cohérente qui opère une rupture plus radicale avec les valeurs et l'architecture de notre sécurité sociale. Les « contenants » se mettent en place maintenant ; le contenu fait l'objet de réflexions et/ou de propositions amenées dans un certain nombre de discussions officielles ou pas, aidées en cela par tous les « think tank « libéraux qui ont un os à ronger ! C'est un processus de disparition, d'effacement de la Sécurité sociale, telle que nous la vivons encore maintenant.

Certains ont vu comme un progrès (sic !) la mise en place des complémentaires obligatoires d'entreprise. C'est en fait une volonté de contournement de la couverture Assurance maladie de la sécurité sociale, affirmant dans les faits, une couverture a minima par celle-là même, et un panier de soins individuel assuré par les complémentaires (obligatoires ou volontaires).

Le débat en cours promu autour du Compte Personnel d'Activité (CPA), cher à Hollande… et la CFDT ,induit de facto la possibilité de cumuler des cotisations individuelles, au-delà de la question supposée des périodes de cotisation…

Complémentairement à ce nouveau « support de prestations individuelles », se profilent un nouveau concept ; « le revenu universel », qui se substituerait à un certain nombre de prestations sociales. Celui-ci répondrait ainsi à une « aspiration » de liberté…qui pourrait passer par ne plus cotiser au régime obligatoire !

L' »ubérisation » de la société est en marche : par le bout de la destructuration du travail salarié, stable, qualifié, et par le bout de la casse de la socialisation de la valeur ajoutée du travail : la Sécurité sociale.

L'enjeu devient global : notre combat pour refonder une sécurité sociale répondant aux besoins d'aujourd'hui et de demain nous impose un combat politique de premier plan, dans la continuité et la cohérence.

Cela suppose de croiser en permanence et dans la créativité nos propositions de financement, la démocratie et la reconstruction d'une sécurité sociale universelle et solidaire, de la naissance à la mort. La primauté à la cotisation sociale et notre combat contre la financiarisation de l'économie doit s'ancrer dans notre autre combat pour l'emploi et l'égalité, la justice sociale.

Soyons audacieux : emparons-nous nous de nos propositions de financement : contribution supplémentaire sur les profits financiers et modulation des cotisations patronales selon les critères d'efficacité économique et sociale pour marquer un coup d'arrêt à la spirale d'appauvrissement et d'enfoncement dans la crise. NOS PROPOSITIONS qui s'inscrivent dans un vrai débat de société, ne sont pas techniques. Elles sont au contraire éminemment politiques pour stopper le processus d'individualisation, de fragmentation de la société induit par les « nouveaux concepts » cités plus haut qui n'ont pas d'autre finalité que de « sauver » les profits capitalistes.

Ouvrir un nouvel âge de la Sécurité sociale « doit se nourrir de l'expression des besoins humains : besoin de protection de la santé, besoin de services publics, besoin de protection de l'enfant et de la famille, besoin de retraite, besoin de nouveaux services …..

Le développement des capacités humaines, de la naissance à la mort, à l'ère des formidables progrès scientifiques et techniques, appelle une égalité d'accès à ces avancées, dans la sécurité, dont le principe fondateur et ô combien révolutionnaire « à chacun-e selon ses besoins et selon ses moyens » en est l'impérieuse garantie !

Là comme partout cela ne sera possible que dans un processus de réappropriation de la démocratie à tous les niveaux : les conseils d'administration de la sécurité sociale, dans les localités, les régions et au niveau de l'Etat pour redonner la gestion aux salariés.

Dans l'immédiat, et dans l'urgence il faut fédérer, unifier, redonner de la visibilité à notre engagement : « La Sécu un point c'est tout ! ». Il prend corps dans notre proposition qui rassemble au-delà de nos rangs : la solution passe par le 100% remboursés sécu pour les soins prescrits et toute de suite pour les jeunes de moins de 25ans et les étudiants de moins de 30 ans.

EVH 12/02/16